
Agriculture mondiale : la Politique agricole commune en question

Anton Brender*

« *Rapport sur le développement dans le monde* »,
Banque mondiale, Washington DC, 1986

« *Agricultural Policies in the European Community* »,
Bureau of Agricultural Economics, 1985, Canberra,
Australian Government Publishing Service

« *Die subventionierte Unvernunft* », H. Priebe, 1985,
Siedler Verlag, Berlin

« *Pour un rôle actif de la CEE sur la scène agricole
internationale* », Commissariat général du Plan, 1985,
la Documentation française, Paris.

En août dernier, quelques semaines avant l'ouverture de la conférence de Punta del Este chargée de préparer l'agenda du prochain round de négociations du Gatt, une quinzaine de pays du Sud se réunissaient à Cairns en Australie et publiaient un manifeste réclamant la suppression des obstacles au libre-échange de produits agricoles.

* Anton Brender est directeur adjoint du CEPII

L'attention s'est ainsi trouvée attirée sur ce qui, avec les échanges de services, va au cours des années à venir constituer une nouvelle « zone chaude » des relations économiques internationales : les échanges mondiaux de produits agricoles. Une série d'ouvrages publiés récemment, éclairent de façon complémentaire les problèmes auxquels l'économie mondiale et l'agriculture européenne se trouvent, dans ce domaine, confrontées.

Le dernier *Rapport sur le développement dans le monde* de la Banque Mondiale est centré sur le rôle de l'agriculture pour les pays du Sud. Il souligne qu'une économie rurale saine est indispensable au développement et dresse un tableau contrasté des résultats atteints, jusqu'à présent, dans les différentes régions du Tiers-Monde. Certes, dans les 36 pays les plus pauvres du monde, dont 26 sont en Afrique, la consommation alimentaire a reculé au cours des quinze dernières années, mais dans d'autres régions en développement des progrès considérables ont été accomplis. Depuis le début de la « révolution verte » — au milieu des années soixante — les rendements des terres irriguées ont été doublés. Pour les pays à faible revenu d'Asie, le taux de croissance de la production agricole pendant les années 1971-84 a été double de celui de la décennie 1961-70, passant de 1,8 % à 3,6 %; il a au contraire profondément diminué pour les pays à faible revenu d'Afrique, passant de 3 % à 1,2 %.

Au-delà du simple constat, le rapport s'interroge sur les conditions dans lesquelles les agricultures du Sud peuvent aujourd'hui progresser. Plus que les évolutions techniques elles-mêmes, ce sont les politiques menées par les gouvernements qui paraissent déterminantes. Les interventions publiques ont été, pour les agricultures du Sud, à l'origine d'entraves et de distorsions importantes. Les réformes chinoises — effectuées pourtant à l'abri de toute concurrence extérieure — sont ici données en exemple. On est parvenu, en transformant les conditions d'activité de l'agriculture chinoise pour les rapprocher du marché, à obtenir en quelques années une remarquable progression des rendements et des revenus agricoles. Elle a été acquise grâce à une mobilisation plus intense et plus judicieuse des ressources disponibles plutôt, jusqu'à présent au moins, que par la mise en œuvre de techniques nouvelles.

Le caractère pernicieux des politiques commerciales menées aussi bien au Nord qu'au Sud dans le domaine

agricole est également dénoncé. Les coefficients de protection nominale (rapports des prix intérieurs aux prix aux frontières) sont en effet le plus souvent tels que la production agricole se trouve taxée là où elle est encore très insuffisante — dans les pays en développement — alors qu'elle est soutenue là où elle est excédentaire — dans les pays industriels. Le souci qu'ont les gouvernements du Sud d'assurer des approvisionnements bon marché aux consommateurs urbains, celui des gouvernements du Nord de garantir des revenus suffisamment élevés aux producteurs ruraux, s'avèrent ainsi avoir des effets parfaitement complémentaires... et également pervers. En ce qui concerne les pays industriels, la Banque mondiale souligne, par delà la diversité des moyens utilisés, le caractère général des mesures de soutien des prix agricoles. Les coefficients de protection nominale pour les principales productions sont importants pour les Etats-Unis et la CEE, bien sûr; mais ils sont encore plus forts pour d'autres pays européens et surtout le Japon où ils dépassent, en moyenne, deux.

L'analyse de la politique agricole commune et de ses effets sur les échanges internationaux est l'objet d'une étude « *Agricultural policies in the European community* » publiée en 1985 par le Bureau of agricultural economics de Canberra. Les mécanismes de la politique agricole commune y sont démontés avec grand soin et leurs effets pervers sont complaisamment soulignés. Le diagnostic porté par l'administration australienne est clair : la politique agricole commune cherche à atteindre des objectifs qui ne sont pas dénués d'ambiguïté en utilisant un instrument particulièrement inapproprié : le soutien, sans limite de quantités, du niveau des prix agricoles. Sa mise en œuvre a, au fil des ans, fait passer la Communauté d'une position d'importateur net de produits agricoles tempérés au rang de deuxième exportateur mondial de ces mêmes produits. D'où une importante transformation des conditions d'équilibre du marché mondial de ces produits. L'effet dépressif qu'exercent les exportations européennes sur les prix qui s'y établissent est jugé particulièrement négatif pour un pays comme l'Australie dont le solde courant est largement tributaire des recettes agricoles.

Les modifications apportées à la Pac dans la première moitié des années quatre-vingt, en réponse notamment aux difficultés financières de l'Europe verte, ne conduisent pas les experts australiens à modifier, de façon radicale, leur

diagnostic. D'autant moins qu'à partir de 1986 les ressources du budget agricole de la Communauté se trouvent quelque peu augmentées. Ils considèrent dès lors qu'une remise en cause de la Pac sous l'effet de pressions externes n'a que peu de chance d'intervenir : seuls les Etats-Unis ont une agriculture d'un poids suffisant pour engager avec la CEE une guerre des subventions. Mais les coûts pour le budget américain seraient sans doute plus élevés que ceux infligés au budget de la Communauté. La baisse du dollar paraît un moyen, de ce point de vue moins coûteux, pour arriver au même résultat : faire baisser les prix mondiaux, exprimés en monnaies européennes, des produits que l'Europe exporte de façon à augmenter les dépenses nécessaires au soutien des prix communautaires. C'est toutefois sur un autre ressort, interne à l'Europe, que le rapport australien compte pour faire évoluer la politique agricole commune : la prise de conscience par les européens eux-mêmes de son coût exorbitant qui les conduirait à mettre en œuvre, sur plusieurs années, un plan de baisse des prix réels des produits agricoles.

C'est à la même conclusion — la nécessité d'une baisse des prix agricoles garantis par la Communauté — qu'arrive H. Priebe, au terme d'un livre « *La déraison subventionnée* » publié en 1985. L'analyse de cet ancien conseiller du gouvernement allemand pour les questions agricoles — il a été notamment proche collaborateur de H. von der Groeben, membre de la Commission de 1958 à 1970 — est très largement centrée sur les conséquences de la politique agricole commune pour les agricultures de la communauté et, en particulier, l'agriculture allemande. Le jugement porté sur les errements de la Pac est extrêmement sévère puisque son bilan est qualifié d'« indiscutablement négatif ». Il met en garde ceux qui y voient l'exemple dont il conviendrait que l'Europe s'inspire dans d'autres secteurs : ce qui a paru au début être un moteur de l'Europe est devenu aujourd'hui un boulet.

Certes les progrès de l'agriculture européenne ont été depuis 1957 considérables, du moins si on les mesure en termes de productivités physiques. Mais les coûts financiers et surtout sociaux de ce progrès spectaculaire des rendements sont, à ses yeux au moins, injustifiés. La politique suivie a incité les agriculteurs à produire de façon toujours plus intensive et les agricultures européennes se sont déshumanisées, dans tous les sens du terme, de façon excessive. Le souci de garantir le revenu des agriculteurs,

non pas directement, mais par le biais d'une garantie des prix agricoles n'a fait qu'accentuer les inégalités de revenus parmi les agriculteurs — et aussi les régions — et accélérer la disparition des petites exploitations.

Il aurait pu en être autrement si les subventions versées à l'agriculture avaient bénéficié en priorité à ces petites exploitations. Elles ont un rôle décisif à jouer dans une agriculture qui aurait comme objectif moins les quantités produites que la qualité des produits. Ce n'est qu'en s'engageant résolument dans cette direction — à la fin des années soixante — que l'Europe verte pouvait éviter l'impasse dans laquelle elle est aujourd'hui. La nature du dispositif institutionnel dont elle est dotée rend extrêmement improbable tout changement de cap. La bureaucratie bruxelloise « discute interminablement des chiffres qui figurent à droite d'une virgule sans s'interroger jamais sur ceux qui sont le plus à sa gauche » note, désabusé, H. Priebe. Si l'on veut espérer infléchir les évolutions en cours, c'est donc d'abord cet appareil de décision communautaire qui fonctionne en cercle fermé, qui doit être réformé.

La vision que propose le rapport du Commissariat général du plan « *Pour un rôle actif de la CEE sur la scène agricole internationale* » est quelque peu plus optimiste et beaucoup plus offensive. On y admet le caractère imprévu des évolutions qui ont eu lieu au cours du dernier quart de siècle dans les campagnes européennes : la CEE est parvenue à sa position actuelle de deuxième exportateur agricole mondial « sans se l'être explicitement proposé, grâce au type de politique agricole mise en place et au dynamisme de ses producteurs ». On y reconnaît aussi que la politique agricole commune va devoir être révisée, et en particulier que des limitations devront être fixées aux soutiens financiers apportés aux exportations. On y esquisse ce que pourraient être des propositions européennes pour une coopération Nord-Sud. Mais on y insiste surtout sur la nécessité qu'il y a pour l'Europe de se préparer à un durcissement de la concurrence sur les marchés agricoles mondiaux. L'agriculture est devenue un point fort de son insertion dans la division internationale du travail et les auteurs du rapport pensent que ce serait une grave erreur que de renoncer à la consolider.

RESUMÉ :

L'importation et la production en France

Tandis que l'exportation bénéficie dans l'opinion d'un préjugé favorable, l'importation appelle un flot d'images négatives. Elle est ressentie comme une insuffisance, un manque, un signe de dépendance.

L'importation est cependant indissociable de l'exportation dans la création des gains internationaux de l'échange.

L'importation est à l'origine de gains d'opportunité, en libérant des facteurs de production pour des tâches alternatives et en élevant le degré de liberté de la collectivité dans l'emploi de ses ressources.

L'étude empirique des contenus directs et indirects en importations des emplois finals montre que l'importation en France correspond pour les deux-tiers au moins, à des consommations intermédiaires intégrées aux processus productifs de l'appareil industriel français. Elle montre aussi que la France exporte une part nettement plus importante de biens et services finals qu'elle n'en importe : pays transformateur, ses avantages comparatifs la conduisent globalement à importer de l'intermédiaire pour exporter le final.

ABSTRACT :

Import and production in France

While there exists a prejudice in favor of export, import is usually considered negatively. It is viewed as an inefficiency, a failure, a symptom of dependancy.

However, import cannot be separated from export in creation of gains of trade.

Import is a source of gains of opportunity since it releases productive factors for other employments, and it gives degrees of freedom in resource allocations.

The empirical study of direct and indirect import contents of final goods show that in France, at least two third of imports are intermediate consumptions, integrated to the industrial productive process. it is also indicated that France's exports are comparatively more final goods than its imports : its comparative advantages are in transformation, and it imports inputs in order to export final goods.

Bernard Lassudrie-Duchêne
Jean-Claude Berthélémy
Fernand Bonnefoy

RESUMÉ :

Avantage comparatif et compétitivité

Après avoir rappelé les principes de la théorie de Ricardo sur les avantages comparatifs, cet article propose un examen de cette notion et de la compétitivité, dans le contexte actuel de concurrence internationale imparfaite et de régime de flottement des monnaies qui modifie les facteurs de la compétitivité par les prix. Ces dernières années, plusieurs types de travaux ont contribué à élargir la réflexion dans ce domaine, tels ceux sur le principe de la parité des pouvoirs d'achats, la tendance à l'égalisation des niveaux de prix à moyen terme et le rôle du taux de change réel dans la compétitivité. Les recherches ont également précisé l'origine des avantages comparatifs et plusieurs tentatives ont été faites pour les mesurer : l'auteur présente ici l'indicateur suggéré par Bela Balassa qui mesure « les avantages comparatifs révélés » et qui prend essentiellement en compte les exportations ; c'est pourquoi il rappelle ensuite qu'en proposant l'indicateur de « contribution au solde », le CEPII a par contre cherché à intégrer tant les importations que les exportations et fonde ainsi ses analyses sur la notion de soldes des différents produits. Cet indicateur renseigne sur la structure de la spécialisation internationale car il a l'avantage d'être peu sensible aux évolutions conjoncturelles des PIB et des taux de change réels. L'auteur en déduit enfin les différentes configurations d'avantages comparatifs que l'on peut trouver aujourd'hui d'un pays à l'autre.

ABSTRACT :

Comparative advantage and competitiveness

This article first reminds of the main points of the Ricardo's theory of the comparative advantages and then focuses on the analyze of this concept and the competitiveness, within the current framework of an imperfect international competition and a floating exchange rates system which modify deeply the conditions of the price competitiveness. During the past years, several research were conducted on the purchasing power parity theory and the impact of real exchange rates on competitiveness. These research also tried to find out the origins of the comparative advantages and to calculate them : here are presented the statistical method suggested by example by Bela Balassa and by the CEPII ; the calculation of the CEPII relies on the balance of each product, which includes both exports and imports, and not only exports as the notion of « revealed comparative advantage » does. This gives indications on the structure of the international specialization and makes then possible to compare the repartition of comparative advantages between the different countries.

Gérard Lafay

RESUMÉ :

Deux scénarios de résorption des déséquilibres de paiements entre pays industrialisés

Quels sont les horizons possibles pour l'économie mondiale d'ici 1990 ? Pour répondre à cette question, cet article privilégie l'étude du point qui paraît le plus crucial : comment les pays de l'OCDE vont-ils réagir face aux déséquilibres de balances de paiements, et s'engageront-ils ou non dans la voie de la coopération ? Deux scénarios sont ici présentés qui sont centrés sur les liens entre croissance économique et déséquilibre des paiements; dans le scénario de rééquilibrage coordonné, l'Europe et le Japon soutiennent la demande mondiale; dans le scénario de rééquilibrage sans coordination, l'ajustement se fait par le taux de change du dollar dans un contexte de croissance plus faible. Dans l'un et l'autre cas la marge de manœuvre des Etats-Unis est limitée par le poids de leur endettement interne et externe.

Après avoir donné les hypothèses et résultats de ces scénarios, les auteurs chiffrant leurs implications sur les échanges de produits manufacturés et du pétrole; il en ressort dans les deux cas que, compte-tenu de l'ampleur des déséquilibres de départ, les résultats sont modestes : à l'horizon 1990, la hiérarchie des soldes de balances courantes des principaux pays industriels n'est pas modifiée.

ABSTRACT :

Which are the possible prospects for the world economy in 1990 ?

To deal with this problem, the study starts from the main challenge of the coming years, namely the reaction of the OECD countries to the large current account imbalances and their ability to cooperate. Two scenarios are developed which rely on the relationship between current account imbalances and real rates of growth. A move toward equilibrium is consistent with moderate growth and a limited dollar depreciation if the main industrialized countries are willing to cooperate. If not, the reduction of current account imbalances implies a deep dollar depreciation. In both cases the growth in the United States is slow because of the magnitude of the budget and trade deficits. Ten general macroeconomic features of each scenario are given and some conclusions are drawn concerning the evolution of international trade in manufactured goods and oil. It turns out that in both cases, the effect is relatively small compared to the importance of the initial disequilibrium. At the beginning of the next decade, the US will still run a trade deficit and Japan a surplus.

**Claude Bismut
Elisabeth Kremp
Jean Pisani-Ferry**

RESUMÉ :

L'Economie japonaise face au vieillissement de sa population

Comme dans les autres pays de l'OCDE, la démographie japonaise sera marquée dans les années à venir par le vieillissement de la population; celui-ci est dû à la baisse du taux de natalité qui en 1984 a atteint son minimum historique de 12,4 ‰ et à un allongement remarquable de l'espérance de vie de près de dix ans depuis 1960. Ce mouvement, s'il a démarré plus tard au Japon que dans les autres pays industriels, risque de se développer plus rapidement et de compromettre l'équilibre du budget social de la Nation. C'est pourquoi le gouvernement japonais a fait adopter plusieurs lois depuis 1983, dont les grandes lignes sont ici rappelées, qui visent à préserver l'équilibre financier du régime de retraite des salariés et du régime de l'assurance maladie. L'auteur s'interroge également sur les conséquences du vieillissement, d'une part sur le fonctionnement du marché du travail où la part des personnes âgées de 54 ans et plus dans la population active, passerait de 16,6 % à 23,8 % de 1980 à 2000; ceci, lié à la surenchère pour l'embauche des jeunes, pourrait peser sur les coûts salariaux. Il envisage d'autre part, les incidences sur le taux d'épargne japonais jusqu'à présent élevé, mais souvent expliqué par le poids relativement faible de la population âgée.

ABSTRACT :

The Japanese economy and the rise in the average age of its population

The main feature of the Japanese demography in the coming years will be the rise in the average age of the population as in the other OECD countries; this is due to the fall in the birth rate which reached the minimum level of 12,4 ‰ in 1984 and to the lengthening of expectation of life of almost ten years since 1960. This trend which appeared in Japan later than in the other OECD countries, may develop faster and disturb the balance of the social State budget. This is the reason why the Japanese government implements several laws since 1983 to protect the financial balance of the pension fund and health care regim. The author reminds here of the main points of these measures and also wonders on the consequences of the ageing of the population on two decisive factors for the Japanese economy : the wage rates which could increase with the share of the people aged of 54 years and more which will reached 23,8 % of the labor market in 2 000, and the difficulty to engage young people; The saving rate which was in Japan one of the highest, but often explained by the quite low level of the aged population, could decrease.

Jean-Pierre Broclawski

LA LETTRE DU C.E.P.I.I.

CENTRE D'ETUDES PROSPECTIVES ET D'INFORMATIONS INTERNATIONALES

La lettre du CEPII a pour objet d'éclairer en quelques pages certains des principaux problèmes économiques, en les situant dans une perspective mondiale. Sous une forme brève, cette lettre d'information exprime ainsi périodiquement le point de vue du Centre d'études prospectives et d'informations internationales, tel qu'il se dégage des travaux effectués ou en cours.

La lettre du CEPII permet également de suivre les activités du Centre, dont la mission est de rassembler des informations et d'élaborer des études prospectives sur l'économie mondiale, les échanges internationaux et les économies étrangères. Des rubriques particulières indiquent ainsi la parution des différentes publications, l'avancement de la banque de données CHELEM, l'organisation de colloques ou de séminaires.

Numéros parus :

- N° 21 — *Les conclusions d'un séminaire, mai 1982.*
- N° 22 — *L'accentuation des mutations industrielles, juin 1982.*
- N° 23 — *Les assises de la puissance soviétique dans le Tiers Monde, juillet 1982.*
- N° 24 — *L'évolution des rapports de force économique depuis 1960, août 1982.*
- N° 25 — *Le commerce international n'est plus ce qu'il était, septembre 1982.*
- N° 26 — *L'économie mondiale à l'horizon 1990, octobre 1982.*
- N° 27 — *Le Japon doit définir une nouvelle stratégie économique, novembre 1982.*
- N° 28 — *Etats-Unis : la réindustrialisation est-elle amorcée ? décembre 1982.*
- N° 30 — *Stabiliser les taux de change réels pour sortir de la crise, avril 1983.*
- N° 31 — *L'économie chinoise : contraintes immédiates et choix à long terme, mai 1983.*
- N° 32 — *Canada : la vulnérabilité d'un pays d'avenir, juillet 1983.*
- N° 33 — *L'Argentine après une accumulation d'échecs, septembre 1983.*
- N° 34 — *Demande mondiale ou demande internationale : que choisir ? 1^{er} décembre 1983.*
- N° 35 — *Une vision mondiale des balances de paiements, décembre 1983.*
- N° 36 — *La situation économique de la République Démocratique allemande, décembre 1983.*
- N° 37 — *Déficit budgétaire américain : quelles origines, quelles issues ? mars 1984.*
- N° 38 — *Quel schéma de croissance pour l'Europe d'ici 1990 ? mai 1984.*
- N° 39 — *Endettement international, le carcan, juin 1984.*
- N° 40 — *Que deviennent les nouveaux pays industriels ? juillet 1984.*
- N° 41 — *Le resserrement des contraintes de finances publiques, septembre 1984.*
- N° 42 — *Une nouvelle donne salariale aux Etats-Unis, octobre 1984.*
- N° 43 — *Vers une véritable monnaie internationale, l'ECU, novembre 1984.*
- N° 44 — *Sidérurgie : de la maladie à la convalescence ? décembre 1984.*
- N° 45 — *L'Inde va-t-elle rejoindre l'Asie ? janvier 1985.*
- N° 46 — *Spécialisation industrielle : une illustration de la fracture, mars 1985.*
- N° 47 — *Quels sont les niveaux des prix américains et japonais ? mai 1985.*
- N° 48 — *Quel est le degré d'ouverture des économies ? juillet 1985.*
- N° 49 — *L'avenir des achats céréaliers soviétiques, septembre 1985.*
- N° 50 — *Horizon 2025 : les défis démographiques, octobre 1985.*
- N° 51 — *Coûts salariaux : France, Allemagne et Etats-Unis à égalité, novembre 1985.*
- N° 52 — *L'économie chinoise va-t-elle décoller ?, décembre 1985.*
- N° 53 — *Matières premières : les gagnants et les perdants, février 1986.*
- N° 54 — *Europe centrale : les années grises, mars 1986.*
- N° 55 — *Prix du pétrole : mouvement cyclique ou retour à l'équilibre ? mai 1986.*
- N° 56 — *Les raisons de l'effondrement économique des Philippines, juin 1986.*
- N° 57 — *La vogue des OPA aux Etats-Unis, juillet 1986.*
- N° 58 — *Jusqu'où le dollar va-t-il baisser ? septembre 1986.*
- N° 59 — *Sur le déficit commercial américain, novembre 1986.*
- N° 60 — *Politique agricole commune : la rançon du succès, décembre 1986.*

bon de commande à envoyer à

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

124, rue Henri Barbusse 93308 AUBERVILLIERS CEDÈX

NOM _____

PRÉNOM _____ . B, P. _____

PROFESSION _____ P _____

ADRESSE _____

LOCALITÉ _____
ou complément d'adresse _____

CODE POSTAL _____

BUREAU DISTRIBUTEUR

NUMÉRO CODE CLIENT _____

Important: ne pas envoyer de chèque aux P.T.T.
Règlement à réception de la facture.

Toute commande (sauf les abonnements) inférieure
à 200 F sera majorée de 9 F
(Pour participation aux frais du port et de facturation)

Visa et signature du preneur en charge de la dépense

Code article Prix unitaire Nombre Montant

A partir du 1/1/86

ECONOMIE PROSPECTIVE INTERNATIONALE

(4 numéros par an)

le numéro	8067/5	66 F	
l'abonnement - France	9067/0	250 F	
- Etranger	9376/9	310 F	
- Etranger par avion	9576/1	360 F	

LA LETTRE DU CEPII

(8 numéros par an)

le numéro	8066/7	26 F	
l'abonnement - France	9066/2	175 F	
- Etranger	9366/1	200 F	
- Etranger par avion	9566/4	225 F	

REVUE ÉCONOMIQUE

Publication bimestrielle coéditée par le Centre national de la recherche scientifique, l'École des hautes études en sciences sociales et la Fondation nationale des sciences politiques

JANVIER 1987 : VOL. 38 N° 1

- J.-J. LAFFONT Le risque de moralité dans la relation de mandat
- P. ITHURBIDE Les restrictions volontaires d'exportations : une analyse macro-économique en régime de changes flexibles
- D. LAUSSEL
A. SOUBEYRAN Le retour optimal à la solvabilité d'une économie endettée
- M. GLAIS Les fondements micro-économiques de la jurisprudence concurrentielle française et européenne
- M. TONNEL-MARTINACHEE Degrés de développement des systèmes financiers et redéploiement géographique des banques
- X. FREIXAS L'effet d'irréversibilité dans le choix de grands projets
- P. BOMEL A propos du statut de la rente chez Sraffa : une note
- M. HERLAND Léon Walras : un cas pour la sociologie
- P. PERLMAN An essay on Karl Pribram's :
A history of economic reasoning

Ventes et Abonnements :

Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques
27, rue Saint-Guillaume, 75341 Paris Cedex 07

Abonnements 1987 : 6 numéros par an

	<i>France</i>	<i>Etranger</i>
Institutions	505 F	535 F
Particuliers	335 F	360 F

Prix du numéro : 95 F

Rédaction :

54, Boulevard Raspail, 75006 Paris